Merah : les chfs du renseignement entendus à l'Assemblée, le Sénat ne désarrme pas

Publication : mercredi 4 avril 2012 09:53

AFP, 4 avril 2012

Merah: les chefs du renseignement entendus à l'Assemblée, le Sénat ne désarme pas

Origine : France
04/04/2012 15h26 GMT - ASSEMBLÉE-SÉNAT-ENQUÊTE-MEURTRE-MERAH - Monde (FRS) - AFP

PARIS, 4 avr 2012 (AFP) - Le président de la délégation parlementaire au renseignement Guy Teissier (UMP) a dit mercredi à l'AFP qu'il n'y avait "aucune ombre au tableau" dans l'affaire Mohamed Merah, se faisant aussitôt accuser de "violer le secret défense" par les sénateurs socialistes.

Le député s'exprimait à l'issue d'auditions des chefs des services de renseignement par la délégation, dont les travaux sont couverts par le secret défense. La réunion, selon lui, s'est déroulée "dans un excellent climat".

Interrogé sur le fait de savoir si les 4 députés et 4 sénateurs avaient été satisfaits des réponses apportées à leurs questions au cours des deux heures et demie d'audition, M. Teissier a répondu: "pleinement satisfaits", ajoutant qu'il n'y avait "aucune ombre au tableau" dans cette affaire.

Mais le chef de file des sénateurs PS, François Rebsamen, a estimé de son coté que M. Teissier "viole" le secret défense en s'exprimant ainsi. "Par cette déclaration, Guy Tessier viole le secret défense qui recouvre les travaux de sa délégation", a-t-il déclaré dans un communiqué. "Il porte une appréciation personnelle sur l'action des services sans aucun élément pour l'étayer", a-t-il ajouté.

Par ailleurs, les trois sénateurs PS membres de la délégation, Jean-Pierre Sueur, Jean-Louis Carrère, et Didier Boulaud, ont pour leur part déclaré que les propos de M. Tessier "n'engagent que leur auteur".

Après les tueries de Toulouse et Montauban, la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois avait programmé des auditions, dont celles d'Erard Corbin de Mangoux et de Bernard Squarcini mais les ministres de l'Intérieur Claude Guéant et de la Défense Gérard Longuet ont refusé d'autoriser ces auditions.

Mercredi, la délégation a auditionné le directeur central du renseignement intérieur (DCRI), Bernard Squarcini, et Erard Corbin de Mangoux, directeur général de la sécurité extérieure (DGSE) ainsi qu'Ange Mancini, coordonnateur national au renseignement. Les responsables de Tracfin (cellule du renseignement financier) et des Douanes ont également participé à la réunion, a-t-il précisé.

Initialement, une conférence de presse était prévu mercredi matin, mais elle a été annulée. Cette délégation parlementaire communique extrêmement rarement. Dans un communiqué laconique à l'issue des auditions, elle a précisé qu'elle était la "seule instance compétente pour le suivi de l'action des services", et pour "connaître" de l'affaire Merah.

Mardi, le sénateur PS David Assouline s'était dit "convaincu" "qu'à un moment ou un autre" les directeurs des services de renseignement seraient auditionnés au Sénat et il a renouvelé son appel au gouvernement de retirer son interdiction.

"Nous allons poursuivre le travail et j'ai la conviction, qu'à un moment ou un autre, avant que nous ayons fini nos travaux et que nous ayons à légiférer, les directeurs des services de renseignements seront auditionnés par ma commission comme nous l'avions souhaité", avait déclaré M. Assouline.

"Nous continuerons à demander aux ministres de retirer cette interdiction", avait-il ajouté.

dec/vdr/DS

© 1994-2012 Agence France-Presse

Phoca PDF